

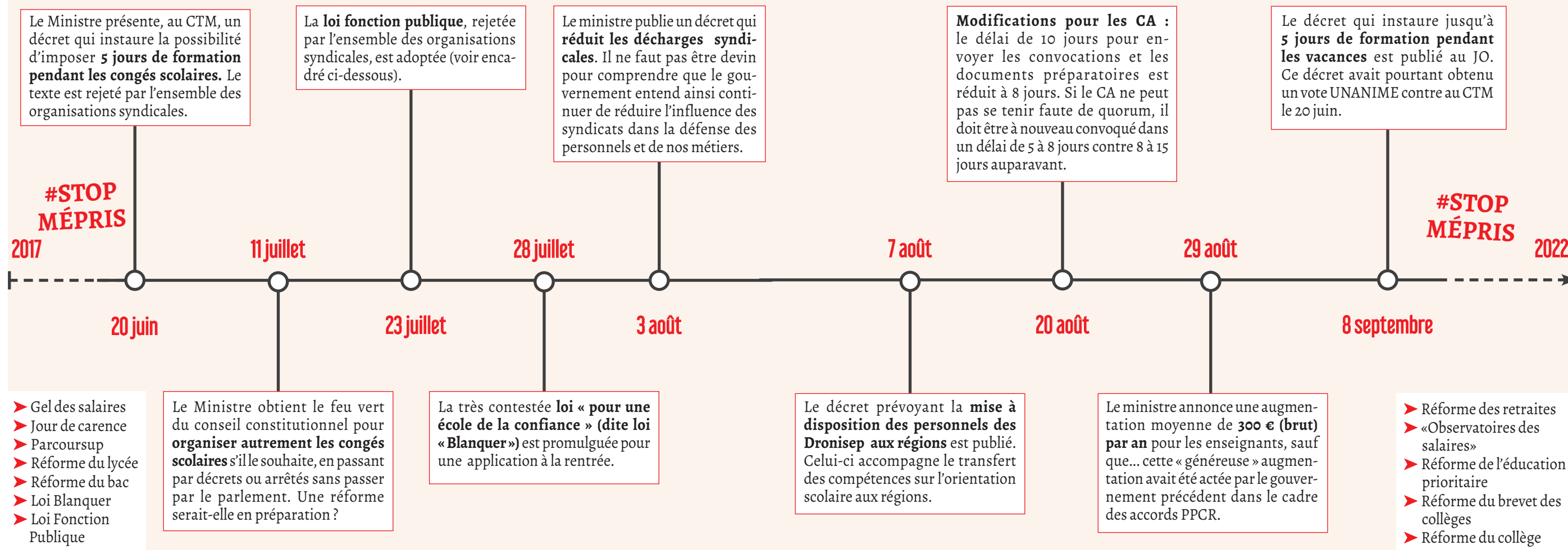
# “Dialogue social”... On attend toujours!

Depuis deux ans, le ministre avance seul sans prêter écoute ni attention aux personnels et à leurs représentants, sans respecter les votes dans les instances.

Au début de l'été, après le chaos du bac et poussé dans ses retranchements par les actions des collègues, Jean-Michel Blanquer a communiqué sur l'importance de renouer le dialogue ...

Plan de com' ou réelle volonté d'entendre les attentes et revendications de la profession ? Les annonces et décisions prises cet été ne sont pas vraiment convaincantes ! Plus que jamais, avec le SNES et la FSU, il nous faut maintenir la pression et se mobiliser afin de peser pour notre avenir et nos retraites, pour l'avenir de nos métiers.

## Été 2019 : les vacances de M. Blanquer



La loi « fonction publique », votée le 23 juillet et publiée le 7 août au JO, prévoit que les missions des commissions administratives paritaires (CAPA et CAPN) soient recentrées sur le champ disciplinaire. En clair, ces instances ne seront plus consultées pour les questions liées aux mutations et aux promotions à partir de janvier 2020. Les CHSCT et CT seront, quant à

eux, supprimés en 2022 et remplacés par une instance unique. Ces mesures ont pour seul objectif de réduire les droits des personnels et faire taire leurs représentants. Le SNES et la FSU n'entendent pas baisser les bras et vont agir dans les débats concernant les conditions d'application de cette loi. Nous mesurerons, là aussi, la réelle volonté ou pas de dialogue de la part du ministre.

Quoi qu'il en soit, le SNES-FSU agira pour contraindre l'administration à un maximum de transparence sur les décisions prises. Il continuera à renseigner, à accompagner et défendre les collègues dans leurs démarches concernant les mutations ou leur carrière en s'appuyant sur les compétences reconnues de ses commissaires paritaires et ses très nombreux militants présents dans les établissements.

Le combat ne sera pas facile et dépendra des résistances qui vont se dresser devant le ministre de l'éducation nationale et le gouvernement dans les prochains mois. Résister, c'est aussi se syndiquer au SNES-FSU pour étendre notre action et celle des militants sur le terrain afin de renforcer notre défense face à l'administration et aux managers locaux. ■ Willy Leroux